



Association suisse des Amis
de Sœur Emmanuelle
19, rue du Rhône
1204 Genève
T: +41 (0)22 311 20 22
F: + 41 (0)22 310 21 93
info@asase.org
www.asase.org



LETTRE AUX AMIS DE SOEUR EMMANUELLE N°114 – NOËL 2011



Chers Amis,

Plusieurs pays d'Europe s'installent apparemment dans la récession, et ce sont évidemment les populations les plus démunies qui sont exposées en premier.

Dans ces conditions, faire appel à votre générosité pour aider des populations lointaines exige de notre part un redoublement d'effort : nous espérons vous convaincre de l'importance vitale et de l'impact exceptionnel de vos dons, si modestes soient-ils, sur les plus pauvres de notre planète.

Cette année, comme pour de nombreuses associations caritatives, **les dons des particuliers à ASASE ont considérablement baissé**. Heureusement, les pouvoirs publics continuent à nous faire confiance en soutenant nos programmes (cf verso). Mais les contributions publiques ne représentent habituellement que 10% de tous nos dons et un quart des dons suisses ! **Sans vous, nous ne pouvons rien !**

Alors à l'approche de Noël, peut-être vous est-il encore possible de faire un geste pour aider des populations qui sont dans un état de pauvreté difficilement imaginable.



Une patiente et son enfant dans une de nos cliniques

Considérez par exemple qu'au Sud-Soudan, pays tout neuf et déjà détenteur du pire indice de santé au monde, **l'espérance de vie est de 42 ans !**

Un Sud-Soudanais de moins de 5 ans sur trois est sous-alimenté et un enfant sur deux n'est pas scolarisé !

Quant à Haïti, la moitié des gravats n'ont toujours pas été déblayés, et l'épidémie de choléra continue de progresser, touchant actuellement près de 80 000 personnes (l'équivalent de la population de l'agglomération de Neuchâtel), dans l'indifférence internationale.

ASASE se distingue par un taux exceptionnellement bas de frais de fonctionnement : 96% de vos dons servent directement au fonctionnement des programmes sur place.

Avec 68 CHF (55 €) vous nourrissez un petit enfant des camps de déplacés pendant un an (3 repas par semaine) !
Vous donnez 221 CHF (179 €), et vous permettez à 40 personnes de bénéficier d'une consultation médicale gratuite (médicaments compris) !

Un don de 375 CHF (303 €) assure une année de scolarité secondaire pour un ancien enfant des rues !

Donnez 1978 CHF (1600 €) et financez ainsi la formation professionnelle (9 mois) d'un adulte vivant dans un bidonville au Sud Soudan !

COMMENT NOUS ASSURONS LA PÉRENNITÉ DE NOS PROGRAMMES

ASASE a entamé une démarche visant à **limiter, à terme, la dépendance de ses partenaires locaux aux fonds étrangers.**

Au Nord-Soudan par exemple, nous avons mis en place depuis deux ans un élevage de poulets.

Au Sud-Soudan, nous allons créer, dès 2012, une unité de production d'œufs destinée à améliorer l'autonomie financière du centre de formation professionnelle de Lologo. **Les bénéficiaires de cette activité devraient permettre de financer la formation de 15 apprentis la première année, puis d'environ 75 apprentis par an. Ce projet a obtenu le soutien de l'État de Genève,** qui finance la moitié des investissements nécessaires à son lancement.

Notez aussi que nous avons eu le plaisir de recevoir l'octroi d'une subvention de la Ville de Genève qui permet de financer 28 apprentis sur les 200 formés en 2011 à Lologo.

COMMENT NOUS VOULONS AIDER LES SUD-SOUDANAIS À SE SOIGNER

Au Sud-Soudan, 75% de la population n'a pas accès à des services de santé.

Nous avons décidé de créer dans la région de Juba, la capitale, **un jardin de plantes médicinales choisies, puis un laboratoire qui produira des médicaments à partir des plantes cultivées.**

L'objectif est d'offrir à la population du Sud-Soudan un moyen économique et efficace de se soigner, lorsqu'ils n'ont pas accès aux médicaments synthétiques.

Ce projet reflète la tendance internationale actuelle favorisant les projets de santé publique axés sur l'autonomie locale et la viabilité.

En juin, Jean Claude François et Jacques Falquet, un scientifique suisse reconnu pour ses travaux sur les plantes, se sont rendus à Juba, en mission exploratoire (comme ils l'avaient fait pour le projet similaire mis en place en Haïti).

En septembre, un terrain de 120 hectares, à un quart d'heure en voiture du centre de formation de Lologo, a été mis à la disposition de la Société Saint-Vincent-de-Paul par la communauté locale, contre le seul engagement d'y construire un dispensaire.

En novembre, Jean Claude François est retourné sur le terrain. Voici son témoignage :

“Dès la séparation effective des deux Soudans, le 9 juillet dernier, la République du Sud-Soudan est entrée dans un processus de construction nationale qui mobilise tous ses citoyens. Plusieurs dizaines d'entreprises ont vu le jour dans des domaines tels que la construction en bâtiment, le commerce, l'agriculture, l'élevage, la banque et les assurances, ainsi que d'autres services. S'agissant d'un pays vierge qui présente des possibilités d'investissement incontestables, plusieurs pays d'Europe et d'Amérique y sont représentés tant au niveau des entreprises étrangères qu'à celui des ambassades. Les autorités locales et nationales travaillent inlassablement, la main dans la main, en vue de mettre sur pied des structures et des procédures de fonctionnement pour répondre aux besoins de la population.

Pourtant, c'est un pays fragile : Il faut récompenser les militaires qui ont conduit le pays à la victoire. Quelles précautions doit-on prendre pour éviter la corruption, ce système généralisé qui renforce le mal-développement des pays du Tiers-Monde ? Le pétrole est la seule source de revenu du Sud-Soudan. Or, les deux Soudans ne sont pas encore tout à fait d'accord sur le partage et les modalités d'exploitation de cette manne temporaire qui se trouve à leur frontière. D'aucuns redoutent une reprise possible des hostilités entre le Nord et le Sud. Le Nord-Soudan a interdit toutes les relations commerciales et financières avec le Sud-Soudan. Chaque pays dispose de sa propre monnaie. D'ici fin 2011, les Soudanais doivent choisir l'une des deux nationalités. Un visa sera exigé à tout ressortissant de l'autre pays. Tous ces changements créent une sorte de tension au sein des deux populations. Quant à Juba, la capitale provisoire (on parle de transférer celle-ci un peu plus loin vers le centre du pays), c'est déjà une métropole du Tiers-Monde: environ 3 millions d'habitants, pas d'eau courante, pas d'égouts, pas d'électricité, pas de transports publics... La production nationale, embryonnaire, ne suffit pas à nourrir la population. Le pays recourt à l'importation de tout. Les produits de consommation les plus chers sont l'eau potable et les médicaments.

Ce constat explique pourquoi notre projet de production de médicaments par les plantes est reçu avec beaucoup d'enthousiasme par les autorités fédérales, d'une part, et par les habitants de Nyarjwa, d'autre part. Le chef du village m'a confié ceci: “cet accord que nous avons signé avec SVDP pour la production des médicaments a donné de l'espoir à chacun de nous”.

Joyeux Noël solidaire à tous ! Que l'Esprit Saint nous donne de percevoir la personne de Jésus dans les plus petits et les plus démunis de nos frères...



Patrick Bittar
Directeur